

LES CAHIERS

d'INFORMATION & LIAISONS OUVRIERES

N° 2

MARS 1959

LE BORINAGE

Témoignages sur 15 jours de grève

Au cours d'un bref séjour de 3 jours dans le Borinage, juste au moment où les mouvements de grève se terminaient, deux camarades ont pu recueillir différents témoignages de la lutte qui vient de se terminer, après avoir été brisée par l'action des syndicats socialistes FGFB. Nous livrons ces témoignages tels quels, avec d'autres documents recueillis dans la presse Belge et des impressions de l'ensemble des contacts qui ont pu être pris.

Ceci ne constitue qu'un premier texte; nous présenterons ultérieurement un article d'ensemble pour tirer les enseignements de cette grève.

I - GENERALITES

Le Borinage est la région comprise dans le triangle délimité par les routes de Maubeuge à Mons, de Mons à Valenciennes, et la frontière franco-belge. Dans un espace très restreint se succèdent les cités minières dont les noms sont apparus dans la presse : Frameries- Flénu- Jemappes- Quaregnon- Paturages- La Bouverie- Wasmes- Hornu- Dour. En réalité le centre du Borinage forme une sorte d'énorme agglomération sans discontinuité.

Les mines en constituent la seule activité; il n'y a en dehors de quelques entreprises agricoles, de quelques industries locales (brasseries) aucune grosse industrie, comme on peut en trouver dans d'autres régions minières, comme la région de Charleroi, par exemple. Cette situation pouvait faire dire à un ouvrier de Frameries " si l'on ferme les mines, ça devient une région agricole". Toutes les industries locales qui pouvaient exister autrefois (Biscuiterie, chaussures, etc...) ont disparu depuis longtemps; les quelques entreprises métallurgiques encore existantes après la dernière guerre ont été fermées les unes après les autres, en raison des concentrations industrielles dans la zone Est de la Belgique.

D'autre part, cette région est située un peu à l'écart des grandes voies de communications naturelles, entre la vallée de la Sambre et le canal de Condé à Mons; c'est une région assez vallonnée qui rend difficile l'accès par voie d'eau, et l'ensemble de la production minière est évacuée par voie ferrée.

II - LES MINES

Le bassin du Borinage est le bassin minier le plus vieux de la Belgique, celui où les conditions d'exploitation sont les plus difficiles. Alors que dans le bassin de Campine, ou du Limbourg les veines peuvent atteindre 2m d'épaisseur et permettent l'exploitation par des moyens mécaniques, dans le Borinage, l'épaisseur courante est de 40 à 50 cm et jamais plus de 80 cm. Les couches sont souvent très fortement inclinées, par exemple la même couche exploitée à 600m par le charbonnage du Tertre, à St Ghislain, est exploitée à 1600m, 10km plus au sud; de plus, les couches sont fréquemment interrompues, ce qui rend l'exploitation encore plus difficile.

Cette situation du Borinage s'est posée de tous temps et déjà au cours de la grande crise de 1930, les mines du Borinage avaient connu une période difficile, d'où la grande grève de 1932, dont nous reparlerons, et dont le souvenir est toujours excessivement vivace dans la région.

Les mines du Borinage connurent un sursis pendant la guerre et dans l'immédiat après guerre, à l'époque où il fallait trouver du charbon à tout prix. Par voie de conséquence, les entreprises charbonnières du Borinage n'étaient pas très concentrées et ont poursuivi isolément, soit à l'aide de leurs propres profits, soit à l'aide de crédits distribués par la CECA la modernisation de leurs puits.

Cette modernisation s'est poursuivie de manière très différente suivant les sociétés. C'est ainsi que l'on peut voir à quelques kms de distance les installations ultra-modernes des charbonnages du Tertre, où une installation SKIP remonte le charbon directement de la mine à raison de 8 tonnes toutes les 72 secondes, sans aucune intervention humaine, complétée par des installations de lavage, de séparation et de tri du charbon, entièrement automatiques, celles du puits Crachet, à Frameries, entièrement reconstruite en 1950, et dont les super structures viennent à peine d'être terminées qui a effectivement l'apparence d'un puits neuf, et de vieilles installations qui semblent dater d'avant la guerre de 1914.

Cette structure s'est maintenue par un favoritisme gouvernemental, pratiqué par les gouvernements socialistes pour cette région du Borinage, où ils sont fortement implantés et où ils contrôlent toute l'activité politique et économique en dehors des mines. Il est absolument certain que pas plus les patrons que les dirigeants syndicaux, ou le parti socialiste, n'ignoraient la situation bien particulière du Borinage. Cette région mourait d'une sorte de mort lente. Rien n'a été fait par les organisations officielles

que le maintien du statu-quo dans lequel les anciennes entreprises minières survivaient à l'abri de la concurrence économique, qui les aurait forcées à une rationalisation, ou qui les aurait éliminées.

C'est la crise que subit actuellement la Belgique, (350.000 chômeurs) et la crise charbonnière sur le plan mondial, rendue plus aigüe en Belgique à cause des contrats à longs termes d'importation de charbon américain et allemand (et russe?) qui fait que la situation se trouve posée d'une manière particulièrement aigüe dans le Borinage. C'est sous la pression de la CECA que le gouvernement Belge a dû décider la fermeture des puits du Borinage.

En réalité cette décision brutale n'est que l'accélération de la décadence du Borinage dont nous avons parlé plus haut, accélération provoquée par la crise économique.

III - LES MINEURS

La population du Borinage et sa structure ne sont plus du tout ce qu'elles pouvaient être au moment des grandes grèves de 1932. Parallèlement au déclin économique, on assistait à un exode et à une modification des couches de la population. En même temps, on retrouvait le même phénomène qu'en France, l'abandon de la profession de mineurs: les fils de mineurs désertaient le travail de la mine, et devenaient soit ouvriers métallurgistes, dans la région de Charleroi ou de Liège, soit ouvriers de surface.

Pour assurer l'exploitation des mines, la Belgique devait avoir recours à des travailleurs étrangers, italiens jusque vers 1950 où l'immigration fut stoppée à la suite d'une catastrophe minière à Quaregnon, Grecs, Hongrois, Russes, Ukrainiens, et un appoint d'ouvriers flamands.

Il y a plus de 15.000 mineurs et ouvriers de surface dans le Borinage, et parmi les mineurs, 65% d'étrangers. Les "organisations socialistes" dominent toujours la vie dans les cités de cette région. Elles sont présentes partout:

- comme pouvoir politique (bourgmestres, députés)
- comme organisation syndicale dispensatrice d'avantages (FGTB) car c'est le syndicat qui distribue les secours de grève, contrôle les indemnités de chômage, gère les maisons du Peuple.
- comme commerçant faisant éventuellement crédit par la coopérative "socialiste".
- comme dispensateur de "sécurité" et de pensions par la mutuelle "socialiste".

C'est dire que tous les aspects de la vie du mineur peuvent être satisfaits totalement par le parti et ses annexes. Mais les mineurs sont conscients de cette domination, comme de la bureaucratization des socialistes.

Deux membres d'un petit groupe local de Flénu, socialistes dissidents (l'un trotskyste avant la guerre) nous ont donné au siège de la Mutuelle neutre qu'ils gèrent la mesure de la bureaucratisation du P.S.B.:

Leur mutuelle qui prend pour règle " ne pas faire de politique " groupe 2.400 adhérents sur 8000 habitants de Flénu, et s'est accrue de 500 adhérents en 2 ans, la mutuelle socialiste n'ayant plus guère que 1000 membres.

Leur action se limite strictement au plan local, ils n'ont pas de liaisons extérieures, pas même avec des groupes semblables dans les communes avoisinantes. Aux dernières élections communales, ils ont essayé de se lancer dans la gestion communale, face à la pourriture complète du P.S.B.: ils ont recueilli près de la moitié des voix.

Pendant que nous discutons et qu'ils nous parlent avec véhémence du P.S.B. et de la grève, les "adhérents" - des mineurs - ou femmes de mineurs- vont et viennent sans que la discussion s'arrête; nous pouvons ne surer aux sourires ou gestes approbateurs, à "l'humanité " des rapports entre "mutualistes" et gérants de la mutuelle, combien ces "militants sans le savoir " sont près de la réalité et expriment l'opinion de la masse des mineurs.

" S'il n'y avait pas les caisses de secours, etc.. il n'y aurait plus d'adhérents au syndicat; encore cette fois, beaucoup ont quitté le syndicat ".

" Le Comité de Défense du Borinage est parti de la base, mais il a été rapidement coiffé par les syndicats, à travers l'action commune".

" Quand on voit des manifestations de masse organisées par les syndicats avec la participation des ingénieurs, des Directeurs, on comprend tout de suite ce qu'est devenu le mouvement ouvrier; qu'est-ce qu'ont à faire les mineurs avec les ingénieurs et les Directeurs? "

" Les socialistes, ils cumulent tout: bourgmestre syndicat, administrateur de la coopérative, de la mutuelle, etc... pour chaque chose, ils cumulent les traitements; ils touchent jusqu'à 400-500.000 Francs B. par an. Toubeau, le député du coin, cumule ainsi, des places d'administrateur où pour 20.000 F B. il n' a qu'à être présent une seule fois dans l'année. Et ce n'est pas une lumière. A la Chambre, il n'est intervenu qu'une seule fois pour dire qu'il renonçait à la parole. "

" Dans la commune, nous avons eu 4 élus, contre 5 aux socialistes. Un socialiste, pour les 19.000 fB.

de bourgmestre a accepté notre proposition de voter pour lui, et a voté pour lui aussi. Depuis, tout est bloqué, depuis six mois le Conseil Municipal ne s'est pas réuni."

Certains mineurs écoeuré par le PSB vont aux chrétiens d'autres restent par fidélité " comme mon père". Le P.C. n'est absolument rien maintenant, après avoir eu 1/4 des députés à la Libération. Dans la grève, il n'a joué aucun rôle. S'il n'y avait pas le vote obligatoire, il y aurait au moins 40% d'abstentions; on commence à voir apparaître des bulletins blancs.

" Il n'y a plus personne pour guider les ouvriers il n'y a plus de militants. On ne sait pas ce que tout cela donnera".

IV - LES OUVRIERS ITALIENS

27-2-59 : Flénu.

Une cité de mineurs italiens intermédiaires entre le bidonville et la cité d'urgence; des baraquements les uns faits de tôle ondulée, les autres en bois et couverts de fibro-ciment, où s'entassent les mineurs et leurs familles, sans chemin, ni routes tracées à l'ombre d'un ancien terril, et sur un terrain occupé jadis par une mine, dont les bâtiments sont en ruines.

un mineur italien: il a fait grève sur ordre du syndicat; il n'y a pas de comité de grève; il ne sait rien sur les actions qui ont eu lieu; il est resté chez lui, parce qu'il a déposé depuis 6 mois une demande d'invalidité pour obtenir une pension; il en Belgique depuis 12 ans, il est toujours mineur; il voit dans la fermeture des mines la situation difficile dans laquelle il pourrait être placé, lui ou d'autres mineurs contraints d'aller travailler dans des fabriques (usines). Après 10 ans de travail dans la mine, il est foutu, et s'il va travailler ailleurs, s'il tombe malade, il ne touchera pas de pension d'invalidité. Quand on lui parle des rapports avec les autres ouvriers belges, il répond:

"quand ça va, ça va; quand ça devient dur, c'est beaucoup plus dur".

Il parle des promesses que contient l'accord signé par les syndicats, et dans lequel il n'y a absolument rien de fixé; il sait qu'il y aura un étalement des fermetures, que certains puits ne fermeront pas; il parle de la CECA.

Il n'y a pas eu d'organisation de la solidarité en faveur de la grève, seuls ceux qui seront syndiqués toucheront des indemnités pour la grève; il n'était pas syndiqué en 1950 quand on lui a fait faire grève pour Léopold, et il n'a rien touché pour les 15 jours de grève. Beaucoup de camarades, comme lui, se sont inscrits au syndicat pour toucher les secours en cas de grève.

Le salaire minimum du mineur est de 250 Fb. par jour et pour 4 jours de travail, il touche net 880 Fb.; les jours de chômage (deux autres jours) il perçoit des indemnités de chômage (97 F pour un célibataire, 123 f, pour marié et 1 enfant). Pour la location des baraques, il doit payer 58 fb. par semaine et il ajoute :
"les autres maisons sont trop chères". (I)

On nous parlera des ouvriers italiens, un peu de la manière dont un ouvrier français pourrait parler d'un ouvrier algérien

" ils mettent de l'argent de côté, si on voyait les sommes qu'ils envoient chaque mois par la poste ils ont des comptes... "

Les ouvriers italiens, la plupart des régions pauvres de l'Italie, sont venus en Belgique attirés par les salaires assez élevés, sans connaître ce que représentait le travail dans la mine, dans la période d'euphorie de l'industrie minière en Belgique. Ils ont d'autre part, le comportement des ouvriers algériens en France qui préfèrent vivre d'une manière assez rudimentaire pour mettre de l'argent de côté, ou bien s'ils sont atteints de la silicose, obtenir une pension, pour retourner vivre ensuite en Italie.

La révolte des ouvriers Italiens du Borinage et leur attitude déterminée au cours de la grève, exprimant à la fois la rancœur à l'égard des promesses de toutes sortes qu'on a pu leur faire, et qu'ils voient disparaître, l'impossibilité de réaliser ce qu'ils avaient espéré trouver en venant en Belgique. Ceci d'autant plus si des puits ferment. Mais aussi c'est une réponse aux brimades dont ils peuvent être l'objet dans le travail, de la part des patrons de la part de leurs camarades belges et des vexations de toutes sortes qu'ils peuvent subir dans leurs rapports avec les "autorités".

Dans les bureaux de la FGTB à Mons, nous sommes témoins de l'accueil réservé à un chômeur italien perdu dans la papasserie administrative: un employé de la Sécurité Sociale en France est plus poli avec un ouvrier algérien.

Dans la presse belge on sent le mépris pour ces "borains importés de Sicile, de Grèce ou de Kabylie " (sic), mais ces travailleurs étrangers rendent bien ce caractère presque colonial de leur exploitation quand ils brandissent dans les rues de Mons des pancartes portant " nous ferons mieux que les Bakongos ".

Nulle part les inscriptions sur les murs dans cette "cité" italienne ne font allusion aux mots d'ordre politiques que les organisations syndicales ont essayé d'imposer à ces mineurs "belges" Pour eux: "plus de mines, plus de pain " ou bien " non elemosina na

(I) un franc belge vaut 10f français- voici quelques prix à Frameries à titre de comparaison, en francs belges:

le kg: pain: 8 f - beurre: 86f- oranges: 18 - endives: 11- café: 94-
fromage :50 à 70- souliers hommes: 475 à 550- femmes: 220 à 400-
demi: 6,5 -

lavoro "voliamo lavoro é non miséria ". C'est tout. Ils ignorent tout des structures sociales. Ce qu'ils veulent c'est vivre.

Un ingénieur des charbonnages du Tertre auquel nous demandions s'il n'avait pas de difficultés avec les travailleurs étrangers, nous avoue franchement: " si une des nationalités essaie un regroupement sur une base nationale, nous décapitons tout de suite la tête". Evidemment à ce compte là, il peut toujours vanter " l'unification des races par le métier de mineurs."

Devant le puits Crachet, à Frameries, un jeune mineur italien attend le tram; il est excessivement méfiant; lui non plus n'a rien vu des manifestations, des barrages; il est resté chez lui; pratiquement, il ne nous dira rien, que nous répéter ce qu'on peut apprendre dans les journaux.

Le mineur de Charleroi que nous rencontrons le samedi soir à plus de minuit, auprès des aciéries de la Providence à Charleroi et qui sort de la mine, ne sait pas grand'chose sur le Borinage, distant de près de 40 Kms. Mais il a fait grève la semaine passée parce que "les autres étaient en grève". Il est depuis 12ans 1/2 en Belgique; il trouve normaux les rapports avec les autres ouvriers belges, mais quand on lui dit en plaisantant qu'il est belge, puisqu'il est depuis 12 ans en Belgique, il détourne la tête avec mépris et crache par terre. Il voudrait sortir de la mine, de Belgique, et semble voir le travail en France comme quelque chose d'idéal par rapport à ce qu'il connaît en Belgique; son rêve serait qu'on puisse lui trouver une " petite place de gardien de propriété". A la rigueur il irait dans les mines de Lorraine, et nous demande si ce n'est pas trop loin de Paris ...

V - LA GREVE DES MINEURS

Vendredi 27- Frameries.

Devant le puits Crachet, le long de la route qui monte de Mons. Pas de piquet de grève. Des mineurs vont et viennent. Deux sont à la porte. " Toujours en grève ?".

Ca a commencé le Vendredi 13 à la relève du matin à 6h. Ceux du matin ont lu dans les journaux la décision du Comité des Charbonnages de fermer les puits; avec ceux qui remontaient de l'équipe de nuit ils ont fait débrayer et aussitôt ils ont barré la route juste devant le pont avec des bobines (ce sont d'énormes bobines servant à enrouler les câbles de traction des cages), puis tous se sont rendus dans les autres fosses les plus proches pour les faire débrayer. Partout il y a eu des barrages et tout a été arrêté. Plus haut dans Frameries, là où la voie traverse la route, un wagon a été renversé sur cette route.

Pourquoi ils font grève ? " Pour que le puits ne soit pas fermé ". Pas plus que les inscriptions sur les murs personne ne parle de nationalisations ou des mots d'ordre "socialistes".

A ce puits tout neuf l'absurdité de la situation s'exprime en révolte devant le gâchis et les "ordres supérieurs" qu'on ne doit pas discuter.

" Ce puits, on a commencé à le faire en 1940; il a été terminé en 1950 et certaines installations viennent d'être finies. Il n'y a pas de stock, car il appartient à une société (Cokerill Ougrée) qui possède des usines et utilise le charbon industriel produit par la mine."

On sent quand il parle, que ce puits les mineurs l'ont fait eux-mêmes, il est "leur" puits.

Pourquoi ils continuent la grève? malgré l'ordre de reprise donné par le syndicat, jeudi, par voiture haut-parleur, qui ont sillonné le Borinage. La majorité des autres puits a repris. L'accord signé " des promesses". Aussi bien chez le mineur italien que chez ceux-ci, on sent le mépris du "papier". Les puits seront quand même fermés. Alors, ils continuent, ils n'ont rien obtenu, ils savent que c'est fichu. Peut-être reprendront-ils Lundi.

Il tente une explication:

" si le puits est fermé le dernier, comme il en est question, tous les autres mineurs et ouvriers auront déjà été réemployés; on sera les derniers et c'est le chômage sûr; si on continue peut-être ils fermeront le puits tout de suite et on sera les premiers à être réemployés".

Lorsqu'on parle des organisations politiques "Comité de défense du Borinage" " Action Commune" dont parlent journaux et affiches, ça ne leur dit rien du tout.

Samedi matin, 28 Février.

devant l'école du Centre à Frameries-

Quelques puits de la commune, dont Crachet sont toujours en grève. Le syndicat (FGTB) devait payer les indemnités de grève (nous apprendrons par la suite qu'elles sont payées partout, sauf à Frameries, et que leur paiement s'arrête le jeudi, jour ordonné par le syndicat pour la reprise).

un soudeur de Crachet, ouvrier de surface-il proteste:

"c'était bien mis dans le journal" "Pourquoi on ferme le puits" il hausse les épaules.

" dans les accords il y a des promesses, mais on voit bien qu'il n'y a rien dans le pays qui puisse donner du travail.